

À l'attention de :

Monsieur le Premier ministre de la République française, M. Sébastien Lecornu
Hôtel de Matignon, 57 rue de Varenne, 75007 Paris, France

Et de :

M. le Ministre de la transition écologique, M. Mathieu Lefevre
246 Bd Saint-Germain 75007 Paris, France

le jeudi 3 septembre 2026

Objet : Plaidoyer pour la conservation contre une interdiction générale des importations de trophées de chasse

Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre de la transition écologique,

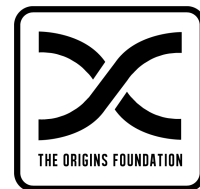
Je suis le fondateur de [The Origins Foundation](#), une organisation à but non lucratif basée aux États-Unis. Par la réalisation de documentaires et des partenariats directs sur le terrain, nous documentons l'impact mesurable de la chasse réglementée et scientifiquement fondée sur la conservation de la faune sauvage et le développement des communautés rurales à travers le monde.

Nous ne prenons pas position sur le choix personnel de chasser. Nous documentons plutôt des exemples concrets de ce que la chasse réglementée finance et soutient, afin que des décisions telles que celle actuellement débattue en France puissent s'appuyer sur des preuves scientifiques.

Je vous prie de bien vouloir reconsidérer le projet d'interdiction d'importation de trophées de chasse légalement acquis. Je m'inquiète des conséquences de la suppression de la valeur économique qui offre aux communautés rurales et aux propriétaires fonciers, en Afrique et ailleurs, une incitation directe à protéger les espaces naturels. Pour résumer la situation à sa plus simple expression : la chasse confère à la faune sauvage une valeur et des incitations à la préserver ; sans cela, la faune sauvage sera remplacée par d'autres activités.

À travers le monde, les revenus tirés d'une chasse scientifiquement fondée et encadrée par des quotas constituent l'une des rares sources de financement fiables pour les patrouilles anti-braconnage, la protection des habitats, la recherche sur la faune sauvage et les infrastructures rurales dans les zones où le tourisme photographique seul n'est pas économiquement viable. Supprimer le marché de l'importation (un mécanisme indirect visant à interdire la chasse) élimine l'un des rares flux de revenus qui rendent la faune sauvage vivante plus précieuse et digne d'être protégée, plutôt que convertie en terres d'élevage ou agricoles.

La France est déjà Partie à la CITES, le cadre international régissant le commerce des espèces menacées. Dans ce cadre, l'Autorité scientifique du pays exportateur doit certifier, espèce par espèce, qu'une chasse

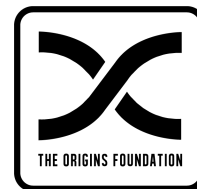


réglementée donnée ne nuira pas à la survie de l'espèce concernée avant qu'un trophée ne puisse franchir légalement une frontière. Une interdiction générale des importations remplace le jugement scientifique au cas par cas qui existe déjà par une décision purement politique, appliquée uniformément à tous les pays et à toutes les espèces.

Je vous invite également à prendre en compte l'expérience du Kenya. Ce pays a interdit toute forme de chasse en 1977, et les chercheurs ont depuis constaté un déclin significatif de la faune sauvage suite à l'arrêt de la chasse légale et réglementée. L'expert en conservation Richard Leakey a par la suite souligné ce même point, en déclarant que les destructions d'animaux non réglementées se sont poursuivies malgré l'interdiction. Les revenus tirés de la chasse légale ont disparu. Supprimer un système réglementé n'éradique pas l'activité sous-jacente. Cela supprime simplement la capacité de la contrôler.

Je ne vous demande pas d'examiner cet argument sans les faits pour l'étayer. Nous avons lancé [*100 Proofs*](#), une archive publique et évolutive d'études de cas documentées sur le terrain, chacune constituée de données probantes démontrant que la chasse réglementée génère des résultats mesurables en matière de conservation ou de développement communautaire.

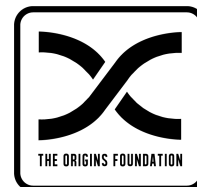
- **Projet Panyame Cheetah, Mozambique** — la plus grande réinstallation de guépards jamais enregistrée, déplaçant 16 guépards d'Afrique du Sud pour étendre leur aire de répartition critique, financée par les revenus de la chasse pour une espèce qui ne sera jamais elle-même chassée.
- **Sandymount Park, Fauresmith, Afrique du Sud (avec Jannie Otto Safaris)** — les revenus de l'opérateur de chasse ont financé la rénovation d'une école maternelle locale, incluant de nouveaux équipements de jeu, des réserves d'eau et une cuisine.
- **Cabañeros, Espagne** — une étude d'impact économique rural documentant la façon dont une interdiction de chasse régionale a fait chuter l'emploi local dans les secteurs de la restauration, du transport par mules et de la construction.
- **Sauvons Bambi, Belgique** — des chasseurs et des agriculteurs ont sauvé plus de 1 100 faons de chevreuil depuis 2020, en partenariat avec plus de 840 fermes, avant la récolte de foin de printemps.
- **Tournoi de football annuel, Dande Safari Area, Zimbabwe (Charlton McCallum Safaris)** — un tournoi communautaire aujourd'hui dans sa 17^e année, attirant environ 2 000 personnes et organisé conjointement avec l'unité anti-braconnage locale.
- **Programme de transformation des moyens de subsistance, Zambie (It's Wild)** — a reconverti plus de 2 200 anciens braconniers dans l'agriculture de conservation, l'élevage de volailles, l'apiculture et d'autres métiers.



- **Robin Hurt Safaris, Engushay, Tanzanie** — a financé la construction de bâtiments pour écoles maternelles et primaires, ainsi qu'un approvisionnement en eau potable pour une communauté isolée.
- **Splitting Image Taxidermy, Gqeberha, Afrique du Sud** — une entreprise de taxidermie dépendant de la chasse, employant directement plus de 300 personnes et soutenant environ 1 500 membres de leurs familles.
- **Projet “Coming Home” de la Wild Sheep Foundation, Colombie-Britannique** — un don de 109 000 dollars financé par des chasseurs, soutenant la réintroduction du mouflon de Californie dans son aire de répartition naturelle.
- **Distribution de viande communautaire, Dande Safari Area, Zimbabwe (Charlton McCallum Safaris)** — environ 34 000 kg de viande de gibier distribués chaque année aux communautés locales comme source de protéines.
- **John X Safaris, Cap-Oriental, Afrique du Sud** — a financé la rénovation complète d'une école, incluant des logements pour le personnel, un bus scolaire, une cuisine, des salles de classe et un terrain de football.
- **Sika Foundation, Taupo, Nouvelle-Zélande** — a transformé et livré plus de 10 600 kg de venaison issue de la chasse à des banques alimentaires locales.
- **Fiordland Wapiti Foundation, Nouvelle-Zélande** — déploie plus de 500 pièges à prédateurs sur 40 km de berges fluviales pour protéger l'habitat dans l'un des paysages les plus reculés du pays.
- **Preston Wildfowlers, Côte Ouest, Angleterre** — un programme d'autorégulation mené par des chasseurs qui réduit volontairement les quotas et les jours de chasse bien en deçà de ce que la loi nationale autorise.
- **Foyer pour enfants Thabang, Thabazimbi, Afrique du Sud (Inkulu Adventures)** — un opérateur de chasse fournit régulièrement de la viande, des vêtements et de la literie à plus de 80 enfants en accueil résidentiel.

Au-delà de “100 Proofs”, nos [documentaires](#) examinent ces questions en profondeur:

- [*The Last Wild Islands*](#) suit un scientifique sur une chaîne d'îles isolées du lac Kariba, en Zambie, pour étudier comment la chasse réglementée peut protéger la faune sauvage de la pression environnementale causée par l'empiétement des établissements humains.



- [*A Fine Balance*](#) aborde l'un des sujets les plus controversés de la conservation en Afrique, la chasse aux éléphants au Botswana, et les conséquences sur les populations et l'utilisation des terres de sa suppression.
- [*Wire and Water*](#) documente le district de Mangwa Sud au Zimbabwe, une communauté rurale où la chasse réglementée est l'un des seuls ponts économiques entre l'élevage de subsistance et la conservation de la faune sauvage.

Je suis conscient que la communauté cynégétique française et la Fédération Nationale des Chasseurs s'adressent déjà directement à vous concernant les dimensions juridiques et procédurales de ce décret. De mon côté, je m'appuie sur les preuves en matière de conservation, car je crois que les conséquences de cette décision ne s'arrêteront pas aux frontières de la France.

Une interdiction adoptée ici risquerait de créer un précédent pour une action européenne plus vaste, et ce précisément au moment où les gouvernements africains et les communautés rurales qui gèrent ces paysages demandent à s'associer à la gestion des terres.

Nous restons à votre disposition pour mettre notre personnel et nos partenaires de terrain en contact avec vos équipes. Selon notre expérience, la conservation se renforce plus efficacement par les preuves et le partenariat.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, le Ministre de la transition écologique, l'expression de ma très haute considération.

Dr. Robert Kröger
Fondateur et directeur exécutif
The Origins Foundation

À propos de The Origins Foundation

The Origins Foundation est une organisation à but non lucratif mondiale dédiée à faire la lumière sur la réalité de la chasse, la conservation de la faune sauvage et l'utilisation durable des ressources naturelles. Par la réalisation de documentaires, le journalisme, l'éducation et des initiatives de conservation sur le terrain, la Fondation met en lumière les liens entre les populations, la faune sauvage et les paysages qu'ils partagent. En valorisant des histoires authentiques du monde entier, The Origins Foundation œuvre à favoriser des échanges éclairés, à soutenir les efforts de conservation et à promouvoir une compréhension plus approfondie de la façon dont la gestion durable de la faune profite à la fois aux communautés et aux écosystèmes.